

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4096 - MERCREDI 6 OCTOBRE 2021

CHOIX DU PRÉSIDENT DE LA CÉNI

Les confessions religieuses dans l'impasse



Des chefs des confessions religieuses en réunion

Alors que six confessions religieuses ont fait bloc dans le choix de Denis Kadima au poste de président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et continuent de camper dans leur position, les Eglises

catholique et protestante ne froncent pas, elles aussi, les yeux.

Les soixante-douze heures supplémentaires leur accordées par l'Assemblée nationale pour trouver un

consensus n'auraient donc servi à rien parce qu'il n'y a toujours pas d'évolution. L'arbitrage de la chambre basse du Parlement est à nouveau sollicité, indiquent des sources concordantes.

Page 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La RDC détiendrait 80% du potentiel mondial de la culture du quinquina



Les milieux pharmaceutiques implorent la Primature de protéger plus activement l'industrie locale pour tirer un meilleur profit du quinquina, un arbre dont les écorces permettent la fabrication de la quinine, un produit phare dans la lutte contre le paludisme. Stratégiquement, ce positionne-

ment confère à cette culture une place importante dans l'économie nationale au même titre que le secteur minier. Seulement, l'exploitation du quinquina bénéficie davantage à l'étranger faute d'une capacité nationale de transformation à la hauteur de l'immense potentiel disponible.

Page 3

EVALUATION DE LA GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Félix Tshisekedi pour la création d'une task force interministérielle

Dans sa communication au Conseil des ministres, le chef de l'État s'est réjoui de l'effectivité de la gratuité de l'école et de la valorisation de la formation professionnelle telle que reflétée par l'augmentation des effectifs des nouveaux inscrits attendus dans les établissements scolaires au cours de cette année scolaire 2021-2022.

Au Premier ministre, Sama Lukonde, il a été recommandé de créer une taskforce interministérielle entre les ministères du Budget, des Finances et de l'Enseignement primaire secondaire et technique en collaboration avec son Cabinet, en vue d'effectuer un suivi et une évaluation efficace du programme de la gratuité.

Page 2



Des élèves à la sortie des classes

KASAÏ-ORIENTAL

Inspection des chantiers d'infrastructures scolaires et sanitaires à Mbuji-Mayi

Les travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures scolaires et sanitaires dans la province du Kasai-Oriental, initiés dans le cadre du Programme présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités, avancent sans atermoiements.

Tel est le constat fait par le directeur de

cabinet du chef de l'État, Guylain Nyembo, à la suite de sa visite d'inspection effectuée, en compagnie du directeur général par interim du fonds de promotion de l'Industrie, le 31 septembre, sur les différents chantiers disséminés dans la ville de Mbuji-Mayi.

Page 4



Le Dircab Guylain Nyembo visitant les chantiers en construction à Mbuji-Mayi

ÉDITORIAL

Inquiétant !

Le moins que l'on puisse dire au vu des tensions qui s'aggravent, en Afrique du nord, entre l'Algérie et le Maroc mais aussi de la brouille qui se produit entre la France et l'Algérie qui refuse désormais le survol de son territoire par les avions militaires chargés d'approvisionner la force Barkhane, le moins que l'on puisse dire par conséquent est que cette partie du continent s'enfoncé dans une crise qui pourrait bien devenir ingérable à brève échéance.

Se surajoutant au désordre politique que l'assassinat du « Guide » libyen Mouammar Kadhafi, programmé il y a quinze ans par les puissances occidentales, a provoqué sur toute l'étendue du Sahel, ces tensions font planer de terribles menaces sur cette partie du continent. Elles donnent, en effet, des armes redoutables aux milices islamistes qui se répandent lentement mais sûrement sur toute l'étendue de l'immense zone sahélo-saharienne et qui descendent maintenant vers l'Afrique centrale, l'Afrique de l'ouest, la Corne de l'Afrique.

Ne mettons donc pas la tête sous le sable comme le font trop de dirigeants du temps présent : seule l'Afrique elle-même pourra se défendre contre la terrible menace qui pèse sur elle. Ni les institutions internationales au premier rang desquelles figure l'Organisation des Nations unies, ni les grandes puissances aussi bien armées soient-elles ne seront capables de prévenir le pire. Exactement comme cela vient de se produire en Afghanistan où les forces américaines ont dû se retirer dans le désordre après vingt années de combats inutiles.

D'où cette évidence selon laquelle nous, les Africains, nous devons prendre sans plus attendre les dispositions, les mesures qui permettront de lutter efficacement contre le fanatisme religieux, les tenants du radicalisme politique, les trafiquants d'êtres humains, les marchands de drogues et de stupéfiants qui prolifèrent en jouant sur la faiblesse des Etats. Plus que jamais l'Union africaine doit se mobiliser, s'organiser pour lutter efficacement contre les démons qui tentent de l'asservir.

Le temps est venu, indiscutablement, où un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement consacré à la protection de notre continent s'impose de façon aussi claire qu'indiscutable.

Le Courrier de Kinshasa

ÉVALUATION DE LA GRATUITÉ DE L'ENSEIGNEMENT

Félix Tshisekedi pour la création d'une task force interministérielle

Près de deux millions d'élèves nouvellement inscrits vont intégrer, cette année scolaire, à la faveur du Programme de la gratuité de l'enseignement de base, le système éducatif national afin de bénéficier de ses avantages.



Des élèves à l'entrée des salles de classe

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo, a fait de l'éducation l'une des priorités de sa mandature à la tête du pays. Il a réitéré cet engagement, lors de la vingt-deuxième réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée le 1er octobre, par visioconférence, à partir de la Cité de l'Union africaine. Dans sa communication au Conseil, le chef de l'État s'est réjoui de l'effectivité de la gratuité de l'école et de la valorisation de la formation professionnelle telle que reflétée par l'augmentation des effectifs des nouveaux inscrits attendus dans les établissements scolaires cette année. « *Ce constat positif met en exergue les efforts réalisés par le gouvernement, d'une part, et la maturation de l'appropriation du programme de la gratuité par la population, particulièrement les parents, d'autre part* », peut-on lire dans le compte-rendu du Conseil lu à la télévision nationale et relayant les propos du président de la République à ce sujet.

Cette rentrée scolaire intervient, une fois de plus, sous la menace de la pandémie à covid-19, a fait observer Félix Tshisekedi qui a, par ailleurs,

insisté sur l'impératif d'instruire les chefs d'Établissement à mettre en place des dispositifs pratiques pour le respect des gestes-barrières.

Dans sa quête pour relever le défi de l'éducation en République démocratique du Congo, le chef de l'État a rappelé, à l'intention des membres du gouvernement, les objectifs majeurs qu'il poursuit dans ce secteur. Il s'agit, précisément, de zéro paiement par enfant congolais, d'amélioration des infrastructures adéquates ainsi que des conditions de travail et de traitement des enseignants pour un rendement scolaire optimal et qualitatif. Plusieurs recommandations et suggestions ont été faites au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) afin d'optimiser le programme de gratuité de l'enseignement de base. Séance tenante, le président de la République l'a instruit de renforcer la collaboration avec son administration pour améliorer le partage d'information et la gestion des bases des données. Concernant les fictifs (enseignants, écoles, etc.), des orientations claires ont été données au ministre de l'EPST pour leur extirpation, laquelle passe notamment

par l'introduction des concepts de mesure des résultats, mais aussi par le développement d'une culture de pilotage, de transparence et de redevabilité.

Au Premier ministre, Sama Lukonde, par contre, il lui a été recommandé une série d'actes à poser pour le bien de l'éducation, apprend-on du compte-rendu. Il lui a été demandé, entre autres, de prendre des dispositions nécessaires pour la rentrée scolaire sur toute l'étendue de la République, avec les mesures exceptionnelles pour les provinces sous état de siège, et spécialement, sur la scolarité des enfants hébergés dans les orphelinats en âge de scolarité pour qu'ils bénéficient de l'égalité des chances en matière d'éducation. En plus de cela, il a été recommandé au Premier ministre de créer une taskforce interministérielle, notamment entre les ministères du Budget, des Finances et de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, en collaboration avec son cabinet, en vue d'effectuer un suivi et une évaluation efficace du programme de la gratuité.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Duryl Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayoulo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CHOIX DU PRÉSIDENT DE LA CÉNI

Les confessions religieuses dans l'impasse

Les confessions religieuses ne trouvent toujours pas un consensus afin de désigner le président de la centrale électorale.

Alors que six confessions religieuses ont fait bloc dans le choix de Denis Kadima au poste de président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) et continuent de camper dans leur position, les Eglises catholique et protestante ne froncent pas, elles aussi, les yeux. Les soixante-douze heures supplémentaires leur accordées par l'Assemblée nationale pour trouver un consensus n'auraient donc servi à rien parce qu'il n'y a toujours pas d'évolution.

Le groupe de Dodo Kamba, composé de ces six confessions religieuses, estime avoir la majorité et attend de l'Eglise catholique, ainsi que de l'Eglise protestante au Congo (ECC) la reconnaissance de cette majorité numérique.

« C'est question de reconnaître le travail de la majorité », insiste le chef de file des six confessions religieuses, le prophète Dodo Kamba.

Pendant qu'une réunion avait été prévue le 2 octobre pour parachever le travail commencé, les représentants de l'ECC et de l'Eglise catholique, Mgr Marcel Utembi et son adjoint, le Révérend André Bokondua, n'étaient même pas présents dans la salle. Des sources indiquent que les six confessions religieuses s'en sont encore, pour une fois, remises à l'arbitrage de l'Assemblée nationale, pour les départager.

Des inquiétudes de la FBCP

La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP), de son côté, s'est dite préoccupée par la situation de la Céni. Cette ONG de défense des droits de l'homme exhorte les confessions religieuses à se dépasser et à mettre à profit la dernière dérogation leur accordée par le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, afin de choisir le remplaçant de Corneille Nangaa, à la tête de la centrale électorale.

« Pour nous conduire



Le siège de la Céni

aux élections générales en 2023 dans la transparence et la crédibilité, ce n'est pas nécessairement avoir à la tête de la Céni un président de la Conférence épiscopale du Congo ou des Eglises de réveil du Congo (ERC), parce que l'abbé Apollinaire Malu-Malu était un membre de l'église Catholique, le pasteur Ngoy Mulunda et Corneille Nangaa étaient des ERC Et, les résultats des élections chaotiques sont connus de tous. Rai-

son pour laquelle, nous pensons que la meilleure façon d'avoir une élection libre, crédible, transparente et apaisée est la participation de tout le monde, surtout de la société civile », écrit le président de la FBCP, Emmanuel Adu Cole, dans un appel du 4 octobre lancé aux hommes d'église de la République démocratique du Congo (RDC). La FBCP demande donc aux confessions religieuses « d'exercer leur rôle de l'Eglise au milieu du vil-

lage pour garantir à la RDC, à travers leur choix, la sauvegarde de la paix, de l'unité et de la concorde nationale ». cette ONG en appelle au président de la République et garant de la nation, Félix-Antoine Tshisekedi-Tshisilombo, de peser de tout son poids pour que les confessions religieuses présentent leur candidat président de la Céni, afin d'éviter le conflit qui pointe à l'horizon.

Lucien Dianzenza

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La RDC détiendrait 80% du potentiel mondial de la culture du quinquina

Les milieux pharmaceutiques implorent la primature de protéger plus activement l'industrie locale pour tirer un meilleur profit du quinquina, un arbre dont les écorces permettent la fabrication de la quinine, un produit phare dans la lutte contre le paludisme. L'exploitation du quinquina bénéficie davantage à l'étranger faute d'une capacité nationale de transformation à la hauteur de l'immense potentiel disponible.



Le quinquina, un arbre précieux pour la médecine

Samedi dernier, une délégation de la firme Pharmaquina, conduite par son directeur général, Étienne Erny, a rencontré le Premier ministre, Sama Lukonde. Au centre des discussions, la

question de l'exploitation de la culture du quinquina en République démocratique du Congo (RDC). Étienne Erny a présenté les avantages stratégiques d'investir dans la production de la

quinine, un produit pour lequel le pays dispose de nombreux atouts. « La quinine est un produit naturel. C'est un produit qui vient d'un arbre : le quinquina. Cet arbre pousse pendant plus de sept ans et génère une écorce qui dispose intrinsèquement d'une teneur en quinine naturelle. Nous ne faisons que la raffiner, l'industrialiser et la transformer en sève de quinine pour le marché et pour le traitement du paludisme. A ce jour, ce produit n'a pas encore de résistance, principalement dans le domaine du traitement contre la malaria. Nous, Pharmaquina, nous fabriquons également le médicament », a-t-il expliqué.

Selon lui, le secteur agricole congolais va tirer un grand avantage de la culture plus intensive du quinquina. Dans ses échanges avec le chef du gouvernement, il a insisté sur le fait que le pays détenait 80 % du potentiel mondial de la culture du quinquina. Stratégiquement, ce positionnement confère à cette culture une place importante dans l'économie nationale au même titre que le secteur minier, par exemple. L'inten-

rêt est d'autant plus grand que la finalité est la production de la quinine, dont l'efficacité reste indiscutable en dépit de l'arrivée massive des génériques. Avec une certaine protection, l'industrie locale peut arriver à intensifier la transformation locale du quinquina en vue de lui donner une valeur ajoutée. En tant qu'industrie de transformation, Pharmaquina explique avoir besoin de renforcer ses capacités pour apporter plus de valeur ajoutée. Cette dernière, renchérit-il, est générée plus à l'étranger que dans le pays, du moins pour l'heure.

Pour se doter de ses capacités supplémentaires, l'industriel a présenté au Premier ministre les différents enjeux de sa requête. Il attend du gouvernement de la République un soutien sans faille et des mesures de protection. Il met en avant plan toute son expertise dans la lutte contre le paludisme avec son produit phare, la quinine. Par-

tenaire de la RDC depuis les années 1960, la Pharmaquina peut continuer à l'être si le gouvernement lui accorde toute l'attention nécessaire, soutient-il. Toutefois, il se défend bien de prôner une sorte de monopole dans l'exploitation du quinquina. « Notre problème est de disposer davantage de quotas de matières premières qui sont exportées actuellement vers l'étranger et qui arrivent sur le marché de l'exportation à des coûts moins importants, à des prix dumping. Nous perdons toute cette partie, alors que nous pourrions l'exporter également. Le prix d'un kg de quinine sous forme de matière première est naturellement beaucoup moins important que sous forme de produit fini ou semi-fini », a-t-il laissé entendre. Voilà le véritable enjeu pour l'industrie pharmaceutique congolaise. Pharmaquina ne rechigne pas d'avoir des concurrents, mais il demande tout simplement une politique qui sache mieux protéger l'industrie locale.

Laurent Essolomwa

KASAI-ORIENTAL

Les chantiers des infrastructures scolaires et sanitaires inspectés à Mbuji-Mayi

Les travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures scolaires et sanitaires dans la province du Kasai-Oriental, initiés dans le cadre du Programme présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités avancent plutôt bien, sans atermoiements.

Le constat a été fait par le directeur de cabinet du chef de l'État, Guylain Nyembo, à la suite de sa visite d'inspection effectuée, le 31 septembre dernier, sur les différents chantiers disséminés dans la ville de Mbuji-Mayi. Le chef de l'administration présidentielle, qu'accompagnait le directeur général par intérim du Fonds de promotion de l'industrie (FPI), Jean-Claude Kalenga, a eu à se forger une conviction en rapport avec l'exécution de ce projet titanesque financé par le FPI à hauteur de quatorze millions de dollars.

Débutés à la mi-août de l'année en cours, les travaux entrepris concernent la construction, la modernisation et/ou la réhabilitation des infrastructures scolaires et sanitaires établies à Mbuji-Mayi. Il s'agit notamment de l'Hôpital général de référence de la Muya, de l'Hôpital général de référence Saint Jean-Baptiste de Kanskele, de la banque du sang, du Complexe scolaire Kalenda Mudishi, du Complexe scolaire du 4 janvier et de l'École primaire de

Kangaanga de Mupompa. Toutes ces infrastructures seront dotées des équipements modernes en plus d'être alimentées en eau potable par des forages, des châteaux d'eau et des bornes fontaines.

La visite d'inspection du directeur de cabinet du chef de l'État et sa suite a débuté par l'entretien avec la gouverneure intérimaire du Kasai-Oriental, Jeannette Longa Musuamba, avant la descente sur le terrain. Sur les différents sites, Guylain Nyembo a insisté sur la qualité du travail qui doit être à la hauteur des attentes du chef de l'État qui, a-t-il dit, tient à la réalisation rapide des travaux et au respect des normes de la modernité. « L'intérêt de cette mission a été de voir les avancées des travaux parce qu'il y a eu un paiement qui avait été effectué et qui devrait déclencher le début des travaux. Nous avons souhaité que les équipes qui exécutent les travaux accélèrent tout en respectant les mesures de sécurité. Nous avons aussi rappelé



Le directeur de cabinet, Guylain Nyembo, durant sa visite des chantiers à Mbuji-Mayi

à la mission de contrôle sur place de tout contrôler et de faire en sorte que la qualité du travail exigé par le chef de l'État puisse être concrétisée », a-t-il déclaré à la presse.

Pour sa part, le directeur général intérimaire du FPI, Jean-Claude Kalenga, a confirmé que le processus ainsi lancé ira jusqu'à son terme d'autant plus que les fonds alloués pour ces projets sont disponibles dans leur totalité. Tout en se félicitant que les cinq projets que son institution a financés ont effectivement dé-

marré, Jean-Claude Kalenga a rassuré les différentes entreprises attributaires quant à la disponibilité du FPI à mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour qu'elles réalisent les projets qui leur ont été confiés. Toutes les dispositions ont été prises avec les institutions bancaires pour qu'elles ne souffrent de rupture des fonds, a-t-il soutenu, avant de leur réitérer l'accompagnement du FPI dans l'exécution de leur tâche.

Avant de quitter Mbuji-Mayi, la délégation mixte présidence de la République-FPI

a visité la ferme avicole de DAIPN/Lukelenge récemment réhabilitée, modernisée et développée grâce à un financement du FPI de près de cinq millions de dollars américains dans le cadre du Programme de cent jours du chef de l'État. À en croire le directeur général du FPI, l'objectif visé par la redynamisation de cette structure est qu'elle atteigne une production maximale en vue de permettre à la population de Mbuji-Mayi et des environs de mieux profiter de sa production.

Alain Diasso

DONATION

Une ambulance médicalisée offerte au ministère des Sports

Le geste du ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbugani, intervient en prélude de la troisième journée de la phase éliminatoire de la Coupe du monde Qatar 2022, qui va opposer les Léopards de la République démocratique du Congo aux Barea de Madagascar, le 5 octobre au stade des Martyrs.

Le ministre des Sports, Serge Nkonde Chembo, a reçu de son collègue de la Santé publique les clefs de l'engin médicalisé, à l'hôtel du gouvernement.

« C'est un honneur pour moi, ministre de la Santé, et madame la vice-ministre, de remettre cette ambulance à notre collègue des Sports. Car, il va servir à son ministère dans les différentes activités. Nous savons combien le ministère des Sports est important pour la République. Et, le ministre fait brillamment son travail pour l'encadrement de notre jeunesse qui s'y implique. Restons alors solidaires. Ce n'est qu'un début. Je sais que dans l'avenir le ministère de la Santé permettra encore que nous puissions doter au

Ministère des sports beaucoup d'engins et autres pour son bon fonctionnement », a déclaré le Dr Jean-Jacques Mbugani.

Pour sa part, le ministre des Sports a exprimé sa gratitude à son collègue de la Santé pour son geste, saluant la promptitude avec laquelle une réponse positive a été apportée à sa requête. « Je vous remercie pour avoir répondu promptement à notre demande, parce que j'avais trouvé qu'il y avait un besoin imminent. Nous sommes en pleine réhabilitation du stade des Martyrs qui venait d'être homologué par la CAF et la Fifa », a-t-il indiqué, ajoutant qu'il était préoccupant de constater que ce stade national omnis-



ports n'avait pas d'ambulance pendant tout ce temps.

« Je pense que nous allons instruire nos services du département médical de prendre soin de cette ambulance qui va beaucoup servir dans les milieux des sportifs-athlètes. Grand merci au

gouvernement dirigé par le Premier ministre, son excellence Sama Lukonde. Parce que nous voyons tous qu'il y a la solidarité telle que son excellence, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, le veut. En conclusion, c'est la répu-

Le don du ministère de la Santé au ministère des Sports blique qui gagne », a déclaré Serge Nkonde.

Il faut rappeler que ce don d'ambulance permet au stade des Martyrs de mieux s'équiper pour la prise en charge médicale urgente pendant une compétition.

Blandine Lusimana

LINAFOOT/LIGUE 1

Mazembe assure face à Blessing, Sanga Balende bat Kuya

Les rencontres s'enchaînent à la 27^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) - Ligue 1. Le week-end dernier, le TP Mazembe a enregistré sa deuxième victoire d'affilée, alors que Sanga Balende signait son premier succès de la saison.



Jean Baleke, buteur de Mazembe contre Blessing FC / apmazembe.com

Le 3 octobre dans ses installations dans la commune de Kamalondo à Lubumbashi, le Tout-Puissant Mazembe a assuré un service minimum face au Blessing FC tombeur en ce début de championnat du Daring Club Motema Pembe (DCMP)

de Kinshasa lors de la deuxième journée. L'attaquant Jean Baleke Othos a inscrit l'unique but des Corbeaux du Grand Katanga face au club venu de Kolwezi au Lualaba, dès la 12^e minute, de la tête, sur un centre de Philippe Kinzumbi. C'est

le deuxième but de Jean Baleke, meilleur buteur de la saison passée. C'est la deuxième victoire de Mazembe en cette 27^e édition du championnat national de football. Par contre, Blessing FC de la province de Lualaba enregistre sa pre-

mière défaite de la saison, après trois matchs.

Sévèrement battue par Mazembe au match précédent, Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji a signé sa première victoire de la saison, vainqueur de l'AC Kuya au stade Kashala Bonzola de Mbuji-Mayi. Score de la partie : deux buts à un. Donatien Butoto Kamana, transfuge de la Jeunesse sportive Groupe Bazano de Lubumbashi, a été le premier à ouvrir la marque dans les dix premières minutes de jeu pour le club sang et or de Mbuji-Mayi, de la tête, sur un corner de Matafadi Mazewu. Les Anges et Saints du Kasai oriental ont donné le coup de grâce à la 49^e minute de jeu, par le biais de Matafadi, trompant le gardien Bambeza de l'AC Kuya du président Jeannot Binanu. Les Canaris de Kinshasa ont cependant réduit l'écart à la 72^e minute par Mukuli. C'est la deuxième défaite de Kuya qui compte cependant trois points en trois rencontres livrées pour sa grande première dans l'élite du football congolais.

Le ciel katangais est brumeux pour le DCMP. Après

la défaite face à Blessing à Kolwezi, le club vert et blanc de Kinshasa a été accroché, le 30 septembre à Likasi face au club local d'US Panda, par un but partout. Et pourtant, le transfuge de Dauphin Noir, Katy Katulondji marquait pour les Immaculés de Kinshasa à la 33^e minute. Mais les joueurs du coach André-Alain Landeut ont reculé, jusqu'à concéder l'égalisation à la 78^e minute, but inscrit par Abel Nyembo, sorti du banc pour sauver les Bombardiers de Panda, évitant une deuxième défaite d'affilée après la déconfiture face au FC Saint-Eloi Lupopo.

Et notons que le derby de Lubumbashi entre justement le FC Saint-Eloi Lupopo et le Tout-Puissant Mazembe, programmé le 3 octobre, a été reporté par la mairie de la ville mère du Haut-Katanga pour des raisons sécuritaires. A Kinshasa, la Fécofa a accordé un report à V.Club, l'autorisant à disputer une rencontre amicale à Brazzaville, plutôt que de jouer un match du championnat national contre la Jeunesse sportive de Kinshasa.

Martin Engimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



MALNUTRITION

Situation préoccupante dans quatre départements du Congo

Le Congo a lancé la troisième phase du mouvement Scaling up nutrition (SUN) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le 4 septembre à Brazzaville. Il ressort de l'état des lieux fait à cette occasion que la malnutrition s'est accrue dans le pays, avec pour épice centre les départements de Pointe-Noire, de la Lékoumou, des Plateaux et celui du Pool.

C'est en 2013 que le Congo s'est lancé dans la lutte contre la faim. Pour atteindre son objectif, il a initié de 2013 à 2015, puis de 2016 à 2020, les deux premières phases du mouvement SUN. La phase qui vient de démarrer, dénommée SUN 3.0, couvrira les cinq prochaines années et constitue la troisième initiative du genre.

Développant l'un des quatre exposés prévus, le Dr Yolande Mvoumbo Matoumona, conseiller du chef de l'Etat, chef de département Santé, a commenté les résultats issus de l'enquête Smart réalisée cette année. Il ressort de cette étude qu'en l'espace de cinq ans, la malnutrition a augmenté de manière substantielle au Congo.

« Au total, 10 200 ménages ont été enquêtés et 7 703 enfants âgés de 0 à 59 mois visités. On a noté l'insécurité alimentaire des ménages de 21 points au cours des cinq dernières années. Le retard de croissance chez les enfants s'est accentué de 6 points dans la même période, l'insuffisance pondérale s'est élevée de 3 points et



La tribune officielle lors du lancement du mouvement SUN 3.0/Adiac

la maigreur chez les enfants a baissé de 3 points », a souligné le Dr Yolande Mvoumbo Matoumona.

L'étude précise que Pointe-Noire, la Lékoumou, les Plateaux et le Pool sont les départements les plus touchés par cette malnutrition. Elle étaye, par ailleurs, que la couverture des interventions spécifiques à la nutrition s'est améliorée, touchant l'ensemble des départements. La

même avancée est observée au niveau des filets sociaux de sécurité.

Cependant, ajoute l'enquête, les pratiques en matière d'alimentation des enfants de 0 à 23 mois restent médiocres et constituent encore un vrai défi à relever.

Le Dr Lambert Kitembo, exposant sur la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, a quant à lui présenté la grande politique que le

gouvernement a mise en place pour combattre la malnutrition au Congo. Elle vise, d'ici à 2030, l'avènement d'une société dans laquelle tous les individus, ménages et communautés produisent et consomment des aliments en qualité et en quantité satisfaisantes, nécessaires pour leur plein épanouissement.

La troisième version du mouvement SUN, a souligné la représentante de l'Unicef au Congo,

mettra un accent sur trois axes particuliers. Il s'agit notamment d'une appropriation plus forte, d'une priorité plus marquée en faveur du leadership des pays et du passage d'un point focal désigné par les gouvernements à une coordination nationale. Question de donner plus de moyens pour agir à grande échelle et accélérer les progrès. Une approche soutenue par le coordonnateur des agences du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, dans son mot liminaire.

Au terme des travaux, les participants ont adopté, après amendements, la feuille de route du mouvement SUN 3.0 exercice 2021-2025, à la grande satisfaction du point focal SUN Congo. « Je constate avec joie que la feuille de route ajustée a pour fondement les principes de transparence, d'ouverture et d'inclusion. Elle permet de répondre au besoin urgent d'améliorer l'état nutritionnel de la population dans un environnement marqué par le choc sanitaire à coronavirus », a conclu Jean-Baptiste Ondaye.

Firmin Oyé

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Plus de quarante millions de personnes sous la menace

Environ 6,6 milliards de dollars sont nécessaires de toute urgence pour aider quarante et un millions de personnes menacées par la famine, selon les agences des Nations unies.

Le monde est actuellement confronté à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë. Pour accroître leur soutien, les Nations unies ont convoqué, le 4 octobre, un événement de haut niveau, appelant à une action internationale avant qu'il ne soit trop tard.

Près d'un demi-million de personnes vivent dans des conditions proches de la famine (phase 5 de l'IPC, selon la classification officielle) en Éthiopie, à Madagascar, au Soudan du Sud et au Yémen. Ces derniers mois, la population vulnérable du Burkina Faso et du Nigeria a également été soumise à ces mêmes conditions. En outre, quarante et un millions de personnes dans le monde sont confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence (IPC 4), ce qui représente une augmentation de 50% en seulement deux ans. Des millions d'autres connaissent des niveaux de crise d'insécurité alimentaire

aiguë (IPC 3) et courent un risque réel de détérioration rapide.

Un mélange toxique

Pour le secrétaire général adjoint des Nations unies aux Affaires humanitaires, Martin Griffiths, la situation est le ré-

sultat « d'un mélange toxique de déclin économique, de changement climatique, de covid-19 et bien sûr, le plus important, de conflits à l'origine de ce terrible fléau, les femmes et les filles, comme toujours, étant particulièrement vulnérables ».

« Les femmes nous parlent des mesures désespérées qu'elles doivent prendre pour trouver de la nourriture pour nour-

rir leurs familles, y compris le commerce du sexe contre de la nourriture, le recours aux mariages précoces », a-t-il ajouté.

Martin Griffiths a remercié les donateurs, affirmant que le Bureau des Nations unies pour la coordination des af-

Volonté politique

Pour le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Qu Dongyu, « l'aide alimentaire et les moyens de subsistance doivent être fournis en tan-

dem ». « Soutenir les systèmes agroalimentaires et fournir une assistance à long terme ouvre la voie à la reprise, au-delà de la simple survie, et augmente la résilience », a-t-il déclaré.

Le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley, a, quant à lui, souligné la nécessité de faire passer le message, affirmant que les dirigeants mondiaux

« réagiront » quand « ils sauront quelle est la réalité ». Selon lui, il y a 400 000 milliards de dollars de richesse dans le monde aujourd'hui et, au plus fort de la pandémie de covid-19, les milliardaires augmentaient en moyenne leur valeur nette de 5,2 milliards de dollars par jour. « Et le fait que nous soyons assis ici à mendier 6,6 milliards de dollars pour sauver quarante et un millions de personnes, éviter que des nations soient déstabilisées et empêcher des migrations massives... C'est une honte que nous ayons cette conversation », a-t-il conclu.

En mars, au Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU a appelé à une réponse rapide et coordonnée. À l'époque, António Guterres avait également créé un groupe de travail de haut niveau sur la prévention de la famine pour attirer l'attention sur les pays les plus touchés et mobiliser un soutien.

Josiane Mambou Loukoula

JOURNÉE MONDIALE DE L'HABITAT

Faire des villes de véritables acteurs de lutte contre le changement climatique

L'humanité a célébré le 4 octobre la Journée mondiale de l'habitat sur le thème « Accélérer l'action urbaine pour un monde sans carbone ». Dans sa déclaration rendue publique par le ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat, Josué Rodrigue Nguonimba, le gouvernement a rappelé que le réchauffement climatique mondial provoque des modifications durables sur les villes et les établissements humains.

Selon le ministre Josué Rodrigue Nguonimba, les impacts du réchauffement climatique font peser une menace aux conséquences irréversibles si, dans l'immédiat, des initiatives ne sont pas engagées dans l'optique d'inversion de cette tendance. « Les dommages annuels causés par les séismes, tsunamis, tempêtes tropicales, vagues de chaleur et inondations se chiffrent en centaines de milliards de dollars, avec une dépense annuelle de six milliards de dollars par an affectés à la seule gestion des risques liés aux catastrophes », a rappelé le ministre.

Les villes et les zones métropolitaines sont, a-t-il déclaré, des pôles de croissance économique, contribuant à près de 60% du produit intérieur brut mondial. Elles représentent aussi près de 70% des émissions de carbone dans le monde et plus de 60% des ressources utilisées. « L'urbanisation rapide, à laquelle font face les pays d'Afrique en général, et la République du Congo en particulier, se traduit par un nombre croissant de personnes vivant dans des quartiers précaires, ainsi que par des équipements publics insuffisants, des infrastructures et des services inadéquats, en matière de collecte des déchets, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de voirie et de transport, aggravant la pollution atmosphérique et l'expansion urbaine non pla-



nifiée », a poursuivi le membre du gouvernement.

L'impact de la covid-19 se fera davantage sentir, a-t-il prévenu, dans les zones urbaines pauvres et densément peuplées, notamment pour le milliard de personnes dans le monde. Il s'agit précisément des personnes vivant dans des établissements humains informels et des bidonvilles, où la surpopulation rend également difficile le respect des mesures recommandées telles que la distanciation physique et l'auto-isolement.

« Malgré ces points alarmants,

tout n'est pas encore perdu. Les pouvoirs publics, les collectivités locales, les citoyens et les entreprises du secteur public et privé de nos villes peuvent encore jouer un rôle important pour relever ce défi planétaire. C'est la raison pour laquelle plusieurs villes ont pris conscience de l'urgence et ont pris l'option de devenir durables, résilientes ou vertes, en privilégiant les constructions écologiques et intelligentes, les transports plus sobres en carbone et plus inclusifs et une planification urbaine respec-

Le ministre Josué Rodrigue Nguonimba DR tueuse des conditions environnementales », a laissé entendre Josué Rodrigue Nguonimba.

Parlant du Congo, il a indiqué que des initiatives sont engagées, avec le concours des partenaires techniques et financiers, dans le but de doter les villes d'outils de planification modernes. Il s'agit, entre autres, des schémas directeurs et les plans locaux d'urbanisme intégrant les préoccupations environnementales et excluant l'étalement urbain incontrôlé. A cela, s'ajoutent des plans climats locaux en matière d'atténuation et d'adaptation au

changement climatique. Ce sont, en effet, des outils indispensables pour faire des villes congolaises de véritables acteurs dans la mise en œuvre des engagements climatiques contenus dans la Contribution déterminée nationale révisée de la République du Congo, en rapport avec l'Accord de Paris sur le climat. « Il va de soi que ces efforts ne seront efficaces que dans le cadre d'une collaboration nationale et locale. Les autorités nationales et locales, avec l'appui des organisations non gouvernementales, doivent davantage prendre des mesures afin de promouvoir la participation, la coordination et la concertation pour le développement durable de nos villes et communautés urbaines », a-t-il souligné.

Il a, par ailleurs, salué la promulgation, par le président de la République, d'un certain nombre d'actes législatifs consacrant les principes sus évoqués, notamment la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire et le code de l'urbanisme et de la construction. « Ainsi, grâce à une action collective, transversale et participative, à la fois aux niveaux national et local, nous pourrions faire de nos villes de véritables acteurs de lutte contre le changement climatique », a conclu Josué Rodrigue Nguonimba.

Parfait Wilfried Douniama

SAHARA OCCIDENTAL

Une situation au point mort

Un rapport remis par le secrétaire général des Nations unies au Conseil de sécurité fait état d'une reprise des hostilités entre le Maroc et le Front Polisario, considérée comme « un revers vers l'obtention d'une solution politique ». Dans une autre affaire, une décision de justice européenne donne au « Front Polisario le droit de représenter le peuple sahraoui » en justice.

Un contentieux sur le Sahara occidental oppose depuis plusieurs décennies le Maroc au Front Polisario, soutenu par l'Algérie. La situation s'est fortement dégradée à nouveau, estime le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans un rapport remis au Conseil de sécurité. Le rapport évoque une reprise des hostilités entre le Maroc et le Mouvement indépendantiste du Front Polisario et la pandémie de covid-19, qui « ont considérablement modifié l'environnement opérationnel de la Minurso [opération de l'ONU formée de 235 observateurs], limitant la capacité de la mission à exécuter son mandat ». Il estime que « la reprise des hostilités entre le Maroc et le Front Polisario est un revers majeur vers l'obten-

tion d'une solution politique [et] qu'il subsiste un risque évident d'escalade tant que les hostilités persistent ». Le secrétaire général appelle « les parties à calmer la situation et cesser immédiatement les hostilités », et affirme que « la reprise d'un processus politique n'en est que plus urgent ». Les parties sont sans émissaire depuis mai 2019 et ne se sont toujours pas accordées sur sa nomination pour relancer le dialogue politique.

Alger et Rabat rompent leurs relations diplomatiques

Toutes les personnalités proposées ont été rejetées par l'une ou l'autre partie. En novembre 2020, le Front Polisario annonçait, suite à des incidents avec le Maroc,

qu'il ne se sentait plus engagé par le cessez-le-feu en vigueur depuis 1991. En août dernier, Alger et Rabat ont rompu les relations diplomatiques, suite à de multiples tensions. Le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra, reproche à Rabat de « mener des actions hostiles » à l'encontre de l'Algérie. Dans la même période, les relations entre les deux pays connaissent une dégradation en raison du dossier du Sahara occidental. Ce qui fût également le cas en mars 1976, alors que l'Algérie avait reconnu la République arabe sahraouie démocratique. Au-delà de ce conflit, il y a des accords commerciaux litigieux entre le Maroc et l'Union européenne concernant le Sahara occidental. La juridiction eu-

ropéenne vient de donner raison aux indépendantistes du Front Polisario, annulant deux accords de partenariat commerciaux.

L'histoire du Sahara occidental

Le Sahara occidental est un territoire non autonome depuis 1963, selon l'ONU. Il est disputé depuis plus de quarante ans entre Rabat et les indépendantistes sahraouis, soutenus par l'Algérie. Ancienne colonie espagnole de 266 000 km² et peuplé de plus d'un demi million d'habitants, il est essentiellement contrôlé par le Maroc, qui détient 80 % de ce territoire au sous-sol riche en phosphate et au littoral très poissonneux. Une situation qui perdure depuis 1975, année où l'Es-

pagne a cédé le nord et le centre du territoire au Maroc et le sud à la Mauritanie. Le Front Polisario a d'emblée refusé cette annexion, soutenu rapidement par l'Algérie qui n'avait pas apprécié que l'avenir des territoires sahraouis soit décidé sans le consulter. Le Sahara occidental n'est pas reconnu comme un Etat-nation. Le territoire est séparé depuis 1980 par un « mur de défense » construit par le Maroc. Le roi Mohamed VI est tourné vers l'apaisement et un « règlement définitif », malgré la reconnaissance de sa souveraineté sur le Sahara occidental par les Etats-Unis. A l'ONU revient l'intermédiation en tenant compte des droits et des intérêts des parties en présence.

Noël Ndong

GASTRONOMIE

Le Congo à la 16^e édition des « Poireaux folies » à Verquin

Juste le temps d'un intermède covid-19 de l'année dernière, Verquin, dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie en France, retrouve sa manifestation visant la promotion du terroir, de l'artisanat et de la gastronomie, avec des exposants régionaux présentant leur production et leur savoir-faire.

Au son des trompes de chasse d'Hazebrouck, le maire Thierry Tassez et Joële Delahaye, présidente de l'association organisatrice, en présence d'Alexis Ekaba et Francis Gombé, tous deux représentants de l'ambassade du Congo en France, de la députée Marguerite Desprez, et celle de plusieurs maires des villes avoisinantes, la grande fête du terroir, de la gastronomie, de l'artisanat et des confréries s'est déroulée les 2 et 3 octobre, à la salle Pierre-Dufresne et sur le stade de Verquin, près de Béthune. Cette opération de séduction du monde rural et du terroir a suscité à nouveau une belle fréquentation des amateurs du poireau à la découverte de la créativité artisanale avec une mise en avant des produits naturels faits maison. Même si cette année, en raison du contexte sanitaire, il n'y aura pas eu de repas, mais plutôt des dégustations mi-



16^e édition « Poireaux folies » à Verquin, stand d'exposition des poireaux du terroir. Crédit photo : Vincent Mahieux/Intense-Photos

jotées sur les stands, 100 % des exposants ont confié leur satisfaction de se retrouver en présentiel. Car, à en croire les explications de Joële Delahaye, l'organisation s'est

à nouveau préoccupée de rendre cette fête conviviale, familière, ouverte au monde par le biais de l'ambassade des confréries. « Par cette projection à partir de la di-

plomatie culinaire, obtenir; par la suite, des exposants de poireaux congolais ou, à leur tour, apporter ceux de Verquin au Congo », a confié la présidente.

À propos de la diplomatie culinaire, Marguerite Desprez, attachée à tous les événements créatifs du lien social, a salué la présence du Congo à la mise en valeur des produits du terroir en attendant le lancement en 2022 de « l'année de la gastronomie en France » et en prélude à la célébration mémorielle du 27 octobre prochain à Verquin. Le symbole d'ouverture de cette cérémonie au Congo a été marqué par l'intronisation d'Alexis Ekaba à la Confrérie gastronomique de l'Ordre du poireau en fonction de sa présence régulière, aux côtés de l'ambassadeur Rodolphe Adada, à la rencontre de ceux qui additionnent leurs efforts en vue de la défense des produits authentiques. Thierry Tassez a remercié les organisateurs et ceux qui, de près ou de loin, ont participé à cette joyeuse édition retrouvée.

Marie Alfred Ngoma

SEMAINE INTERNATIONALE DE L'INVESTISSEUR CEMAC 2021

DU 12 AU 14 OCTOBRE 2021
WEBINAIRES PUBLICS & STANDS D'INFORMATION : Star Land hôtel, Douala
15 OCTOBRE 2021:
JOURNÉE PORTE OUVERTE BVMAC, Douala (Bourse)

THÈME :
L'ÉDUCATION BOURSIÈRE ET LA PROTECTION DE L'INVESTISSEUR À L'ÈRE DE LA DIGITALISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE LA GESTION COLLECTIVE

ATELIERS • STAND D'INFORMATIONS • RENDEZ-VOUS B2B & B2C • ÉMISSIONS RADIO & TV • FORMATIONS

ORGANISATEUR : COSUMAF

www.cosumaf.org

NÉCROLOGIE

Daniel Isaac Itoua, M. et Mme Mbossa-Ngouabi informent amis, connaissances et parents des clans Ikombi-O-Bomba, Oboulangaa, Otoumba-L'Oma, Elenga-O-Yaba et Ongotoula le décès de leur grand-mère et mère Geogine Ikani, survenu à Brazzaville des suites d'une longue et pénible maladie. Le deuil se tient au n° 77 de la rue Massa à Talangai.



UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

DIABLES ROUGES

Paul Put fait le point de ses contacts avec les binationaux

Lors de la conférence de presse qu'il a animée le 2 octobre, le sélectionneur de l'équipe nationale de football a fait le point des démarches qu'il a menées en vue de convaincre les joueurs binationaux à rejoindre le pays.

Paul Put a clairement défini sa mission à la tête du onze national. Le technicien belge a réaffirmé sa volonté de reconstruire une équipe des Diables rouges plus compétitive, avec notamment l'appui de nouveaux joueurs. Dans cette vision, il a eu des discussions avec ceux de la diaspora. Les hésitants attendent un petit peu pour prendre leur décision. D'autres par contre subissent la pression des parents mais aussi de la famille. Plus loin, ceux qui ont catégoriquement refusé l'offre. Malgré ces cas de figure, il reste confiant. « Nous avons sorti une liste large parce que j'étais en contact avec plusieurs joueurs qui ne sont jamais venus en sélection. Cela prend toujours du temps pour discuter avec eux et les convaincre. J'ai toujours l'espoir qu'on va convaincre certains joueurs pour renforcer l'équipe dans le futur », a-t-il souligné.

Le technicien reste optimiste quant à la situation de Bryan Passy (Niort), d'Erving Botaka (UFA Russie), de Senna Miangué (Cercle Brugges), de Jordi Mboula (Mallorca), d'Adilson Malandé (Rodez) et de Kevin Mouanga (Annecy). Ces joueurs n'ont pas fermé les portes de la sélection. Les discussions se poursuivent, selon lui, avec Brice



Samba. « Brice Samba n'est pas venu mais je suis toujours en

communication avec lui et son père. Nous essayons toujours

de le convaincre. J'ai le sentiment qu'il viendra jouer pour

son pays. Mais cela prendra du temps », a-t-il indiqué.

Le sélectionneur a aussi tenté de convaincre Alexis Beka Beka (Lokomotiv Moscou), Han Noah Massengo (Bristol City), Warren Bondo (Nancy) lesquels ont déjà joué avec l'équipe de France des jeunes. Il suit également de près la situation de Charpentier et de Zanzala avant de révéler l'échec dans les négociations avec Stanley Nsoki et Faitour Maouassa (Cercle Brugges). Ils ont clairement indiqué qu'« ils ne sont pas disponibles pour jouer pour le Congo », peut-on lire dans leurs correspondances. Paul Put souhaite, par ailleurs, établir le contact avec Jordan Teze (PSV Eindhoven) et Christian Matsima (AS Monaco).

Il a fait, en outre, le point des joueurs absents de sa liste lors de la double confrontation contre le Togo pour diverses raisons. Dylan Saint Louis n'a pas souhaité honorer sa sélection pour des raisons familiales. Sa femme va accoucher durant la période de cette double confrontation, a indiqué Paul Put. Sans club après avoir résilié son contrat en Arabie Saoudite, Harvy Ossété a été écarté. Prince Vinny Ibara, Moussiti Oko (cheville), Béranger Itoua, Romaric Etou manqueront à l'appel en raison des blessures.

James Golden Eloué

FONDATION GOTÈNE

CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène
Banque Congolaise de l'Habitat (BCHI) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

Bd, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com

DIRECT

FACE Ô MIROIR

TON REFLET, TON HISTOIRE

Une émission hebdomadaire qui confronte chaque intervenant(e) à son propre reflet.

Présentée par
Jokebed KASONGO

EN OCTOBRE

LES BOUQUETS
CANAL+
CANAL 334

EASY
CANAL 3

Free
CANAL 449

FOOTBALL

Les Amis de Sibel l'emportent sur l'Etoile de Mossaka

L'association les Amis de Sibel s'est imposée le 3 octobre, au stade Saint-Denis à Mpila, face à l'Etoile de Mossaka sur un score écriqué d'un but à zéro, lors de la manche retour d'un match amical.

Au match aller disputé à Mossaka, les deux équipes avaient fait jeu égal d'un but partout. La rencontre, organisée dans le but de rassembler, autour du football, les natifs et ressortissants de Mossaka, dans le département de la Cuvette, a tenu toutes ses promesses. Cette double confrontation a permis de renforcer la cohésion et l'unité entre les filles et fils de cette localité.

Sur le plan sportif, les organisateurs peuvent se féliciter d'avoir posé les bases pour raviver la flamme des années antérieures (1968-2000) au cours desquelles Mossaka a vu plusieurs de ses jeunes joueurs devenir des internationaux, notamment Daniel Ebomoa, Rock Simplicite Embingou, Ossomomo, Aristide Amouzoud, Brice Mokossi... « Mossaka a toujours été un grand terroir du football. Nous tenons à ce que cette tradition footballistique continue de se perpétuer », a rappelé Ma-



Une séquence du match/DR

rien Mobondzo, député de Mossaka 2. Pour retrouver la place qui

était celle de cette ville sur l'échiquier national, les cadres de Mossaka ont placé

la jeunesse au cœur de leurs actions. Le but étant d'assurer la formation et la détec-

tion des talents. « L'objectif, c'est la réunification de la jeunesse. Pour relever ce défi, j'ai choisi les jeunes. Le sport nous permet de découvrir de nouveaux talents », a expliqué Sibel Bawolo, l'initiateur de la rencontre. Il a assuré que cette action de rassembler les jeunes autour du football va s'étendre dans tout le pays.

Dans sa vision de redorer le blason de Mossaka et d'apporter des solutions aux préoccupations des jeunes de ce district, Sibel Bawolo a bénéficié d'un soutien de taille, celui d'Oscar Otoka. « Pour ce match qui oppose les Amis de Sibel à l'Etoile venue de Mossaka, en tant que représentant élu du peuple, je ne peux qu'être là pour accompagner l'initiative permettant aux jeunes de s'amuser. Le sport unit... Autour des activités comme le sport, nous ramenons les jeunes à la raison, pour se concentrer sur ce qui est utile », a-t-il commenté.

James Golden Eloué

« L'objectif, c'est la réunification de la jeunesse. Pour relever ce défi, j'ai choisi les jeunes. Le sport nous permet de découvrir de nouveaux talents »,


ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT
www.adiac-congo.com/content/newsletter

 SAISISSEZ LE LIEN
 DU

 SCANNEZ LE QR CODE

Avis d'Appel d'offres ouvert n°01/21 CDCo

Crédit du Congo lance un appel d'offres ouvert sur offre de prix pour :

La cession d'une villa

Dénomination	Consistance & Destination urbanistique	Titre Foncier	Superficie en m2	Ville	Adresse	Prix minimum de cession (XAF)
Villa Wharf	Villa avec piscine (RDC+1étage+dépendances) Zone résidentielle Destinée à l'habitat individuel type villa	8338	784,01	PNR	Section: BP/ Bloc: 130 bis/ Pllé: 03	395 964 285

Les offres seront présentées sous plis fermés et scellés, avec la mention « Appel d'offre n° 01/21 - Confidentiel » au plus tard le lundi 11 octobre 2021 à 16h à l'attention de :

SERVICE DES ACHATS
AV. E.DADET
BP: 1312 Pointe- noire
République du CONGO

Soit :

- directement contre décharge
- par courrier recommandé avec accusé de réception

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres financières :

- les éléments les identifiants parfaitement (CNI, Statuts, Bilan ...)
- Une caution de 1 % du montant de leur offre, sous forme de chèque barré et libellé au profit de Crédit du Congo (cette caution étant restituée pour les offres non retenues).

Prière de noter que Crédit du Congo réalise 2 expertises immobilières pour chaque actif immobilier en vue de déterminer son prix minimum de cession

Pour tout renseignement, consultation du dossier et visite, contactez:

M. Davy BILONGO Responsable Logistique Tél: 06 642 38 89	M. Régis APOUASSA Chargé de la maintenance et du matériel Tél : 06 877 77 00
---	---

ATHLÉTISME

José Cyr Ebina rétabli au poste de président de la fédération

Lors de l'audience du 2 octobre, la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport (CCAS) a rétabli José Cyr Ebina comme président de la Fédération congolaise d'athlétisme (FCA), après son exclusion par l'assemblée générale de cette structure sportive.

Au terme de plusieurs semaines de flou qui a caractérisé l'athlétisme congolais, la CCAS a tranché et délibéré conformément à ses textes fondamentaux, en annulant la note n°012-21/FCA/SG du 17 août 2021.

La CCAS constate, en effet, que la note portant exclusion du président de la FCA est entachée d'irrégularités et d'illégalités, notamment la violation des droits de la défense tout comme de la procédure de convocation et de tenue de l'assemblée générale extraordinaire, ainsi que de sa composition. « Je suis content parce que la CCAS a rendu son verdict conformément à ses textes fondamentaux. Notre image a été salie mais nous allons poursuivre le travail. C'est malheureux que nous arrivons à ce niveau. L'athlétisme a besoin des gens qui travaillent normalement », a indiqué José Cyr Ebina au sortir de l'au-

dience.

La partie adverse ne cautionne pas le verdict

Le secrétaire général de la FCA, Alain Wilfrid Mamboukou, a pour sa part déploré le manque de fondement de la décision de la CCAS. Il estime que les faits qui incriminent

« Il ira travailler où ? Il travaillera avec qui ? Les athlètes, les présidents des ligues et les responsables des clubs sont déçus des faits posés par le président. Nous devons faire attention sinon la World Athletics risque de suspendre le Congo puisque cet organe qui gère l'athlétisme mondial est déjà informé de ce qui se passe au Congo »



José Cyr Ebina/Adiac

le président sont authentiques mais la CCAS, selon lui, a fondé sa décision sur la forme et non sur le fond. « Il ira travailler où ? Il travail-

lera avec qui ? Les athlètes, les présidents des ligues et les responsables des clubs sont déçus des faits posés par le président. Nous de-

vons faire attention sinon la World Athletics risque de suspendre le Congo puisque cet organe qui gère l'athlétisme mondial est déjà informé de ce qui se passe au Congo », a indiqué Alain Wilfrid Mamboukou.

Notons que José Cyr Ebina se dit mal compris par ceux qu'il qualifie de « jeunes ». Il a été exclu, le 17 août, par l'assemblée générale extraordinaire de la fédération à cause des malversations financières et autres motifs que les membres du Conseil fédéral avaient jugé anormaux. A quelques semaines de l'ouverture de la nouvelle saison sportive, il est nécessaire que les acteurs de l'athlétisme congolais s'unissent pour rattraper, tant soit peu, le temps perdu puisque les championnats nationaux et plusieurs activités prévues pour la saison 2020-2021 n'ont pas été organisés à cause de la crise qui a miné la fédération.

Rude Ngoma

DJIRI

Symved prône le mieux vivre ensemble à travers le football

Synergie pour mieux vivre ensemble à Djiri (Symved) a organisé, du 27 septembre au 2 octobre, un tournoi de football dénommé « Djiri en marche ».

Le tournoi a regroupé huit équipes issues des différents quartiers du 9e arrondissement de Brazzaville, Djiri. La finale a été remportée par l'As Académie de Bilolo qui s'est imposée 3-0 devant As Ombele de Mikalou-Madzouna. Le prix de meilleur buteur a été remis à Bodel Kotela, « Buteur fou » de l'équipe As Djoko.

A l'issue de la compétition placée sur le thème « XNous sommes une famille ! Nous vivons ensemble ! », toutes les équipes ont été récompensées par les organisateurs. « Nous avons fourni beaucoup d'efforts pour remporter ce trophée. Nous remercions les organisateurs de cette compétition qui a regroupé plusieurs équipes. C'est un grand brassage », a déclaré Chadrack Ngokaba d'As Aca-



Les organisateurs récompensent les équipes/DR

« Au terme du tournoi, il faut dire que c'est Djiri qui gagne parce que nous avons rassemblé les fils de l'arrondissement. Comme je l'avais dit lors du lancement, les jeunes ont été réunis autour des idéaux du mieux vivre ensemble et de paix à Djiri »

démie.

L'organisation de cette compétition est une façon pour Symved d'affirmer son engagement pour des valeurs du vivre ensemble. « Au terme du tournoi, il faut dire que c'est Djiri qui gagne parce que nous avons rassemblé les fils de l'arrondissement. Comme je l'avais dit lors du lancement, les jeunes ont été réunis autour des idéaux du mieux vivre ensemble et de paix à Djiri », a souligné le président de Symved, Wildan Legrand Oboungat.

L'enseignant-chercheur à l'Université Marien-Ngouabi s'est, par ailleurs, félicité du bon climat qui a prévalu tout au long du tournoi. En effet, le président de cette association entend œuvrer en faveur d'un Djiri solidaire où la population vit ensemble et en sécurité.

Parfait Wilfried Douniama

LINAFOOT/LIGUE 1

Mazembe assure face à Blessing, Sanga Balende bat Kuya

Les rencontres s'enchaînent à la 27^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot) - Ligue 1. Le week-end dernier, le TP Mazembe a enregistré sa deuxième victoire d'affilée, alors que Sanga Balende signait son premier succès de la saison.

Le 3 octobre dans ses installations dans la commune de Kamalondo à Lubumbashi, le Tout-Puissant Mazembe a assuré un service minimum face au Blessing FC tombeur en ce début de championnat du Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa lors de la deuxième journée. L'attaquant Jean Baleke Othos a inscrit l'unique but des Corbeaux du Grand Katanga face au club venu de Kolwezi au Lualaba, dès la 12^e minute, de la tête, sur un centre de Philippe Kinzumbi. C'est le deuxième but de Jean Baleke, meilleur buteur de la saison passée. C'est la deuxième victoire de Mazembe en cette 27^e édition du championnat national de football. Par contre, Blessing FC de la province de Lualaba enregistre sa première défaite de la saison, après trois matchs.

Sévèrement battue par Mazembe au match précédent, Sa Majesté Sanga Balende de Mbuji a signé sa première victoire de la saison, vainqueur de l'AC Kuya au stade Kashala Bonzola de Mbuji-Mayi. Score de la partie : deux buts à un. Donatien Buto Kamana, transfuge de la Jeunesse sportive Groupe Bazano de Lubumbashi, a été le premier

à ouvrir la marque dans les dix premières minutes de jeu pour le club sang et or de Mbuji-Mayi, de la tête, sur un corner de Matafadi Mazewu. Les Anges et Saints du Kasai oriental ont donné le coup de grâce à la 49^e minute de jeu, par le biais de Matafadi, trompant le gardien Bambeza de l'AC Kuya du président Jeannot Binanu. Les Canaris de Kinshasa ont cependant réduit l'écart à la 72^e minute par Mukuli. C'est la deuxième défaite de Kuya qui compte cependant trois points en trois rencontres livrées pour sa grande première dans l'élite du football congolais.

Le ciel katangais est brumeux pour le DCMP. Après la défaite face à Blessing à Kolwezi, le club vert et blanc de Kinshasa a été accroché, le 30 septembre à Likasi face au club local d'US Panda, par un but partout. Et pourtant, le transfuge de Dauphin Noir, Katy Katulondji marquait pour les Immaculés de Kinshasa à la 33^e minute. Mais les joueurs du coach André-Alain Landeut ont reculé, jusqu'à concéder l'égalisation à la 78^e minute, but inscrit par Abel Nyembo, sorti du banc pour sauver les Bombardiers de Panda, évitant une deuxième défaite d'affilée après



Jean Baleke, buteur de Mazembe contre Blessing FC (photo tpmazembe.com)

la déconfiture face au FC Saint-Eloi Lupopo.

Et notons que le derby de Lubumbashi entre justement le FC Saint-Eloi Lupopo et le Tout-Puissant Mazembe, pro-

grammé le 3 octobre, a été reporté par la mairie de la ville mère du Haut-Katanga pour des raisons sécuritaires. A Kinshasa, la Fécofa a accordé un report à V.Club, l'autorisant à disputer

une rencontre amicale à Brazzaville, plutôt que de jouer un match du championnat national contre la Jeunesse sportive de Kinshasa.

Martin Engimo

BOXE AMATEUR

Les Léopards se préparent pour les mondiaux de Belgrade

C'est presque discrètement que les Léopards boxe affûtent leurs armes pour les 21^{es} championnats du monde de boxe amateur prévus à Belgrade, en Serbie.

Les Léopards boxe de la République démocratique du Congo (RDC) prendront part aux mondiaux du noble art en Serbie. Ces 21^{es} championnats du monde de boxe amateur vont se dérouler du 26 octobre au 6 novembre 2021, dans la salle de la Stark Arena à Belgrade, sous l'égide de l'Association internationale de boxe amateur.

Du côté de la RDC, le staff technique national, conduit par le directeur technique par intérim Toussaint Lofanga (qui a repris la place de Valérie Kayumba), avait présélectionné vingt-deux boxeurs, pour ensuite ne retenir que treize, dont un boxeur par catégorie, révèle-t-on. Internés dans un flat hôtel au quartier Kingabwa, dans la commune de Limete, à Kinshasa, les treize pugilistes s'entraînent de manière austère chaque jour au Shark Club, en dehors du dimanche, fait savoir le poids mi-lourd Landry Matete Kankonde Balo, triple champion du



Le capitaine Landry Matete Kankonde «Balo» et le vice-capitaine Pita Kabeji

Doudou Ilunga venu de Lualaba, de Muntu Biakulowa de Kinshasa (médaillé d'or au récent cham-

pion du Congo et médaillé d'or au championnat d'Afrique zone 3), de Jerry Kabango du Nord-Kivu

(médaillé d'or aux championnats nationaux et médaillé de bronze au championnat d'Afrique Zone 3), Lunata Nkosi du Kongo Central (médaillé d'Or à la dernière édition des Championnats nationaux), Pembele Zola du Kongo Central (Or aux Championnats nationaux et argent au Championnat d'Afrique zone 3), Boniface Zengala de Kinshasa, Kayala Engulu du Kongo Central (Or aux championnats nationaux et or au championnat d'Afrique Zone 3). Il y a également Stève Kulenguluka de Kinshasa (Argent aux championnats nationaux), Kalala Bulaba du Haut Katanga (Or aux championnats nationaux et argent au championnat d'Afrique zone 3), Pita Kabeji du Haut Katanga (Or aux championnats nationaux et or au championnat d'Afrique Zone 3 et vice-capitaine des Léopards). Enfin, il y a Christopher Luteke qui est de la diaspora en Angleterre, Chapiteau Dimuntu du Kongo Central (Argent aux championnats nationaux et or au championnat d'Afrique zone 3) et bien entendu Landry Matete Kankonde alias Balo (Or aux championnats nationaux et

bronze au championnat d'Afrique zone 3).

« Nous nous préparons seuls et voudrions bien voir les autorités du pays venir nous motiver comme elles le font avec les footballeurs. Il y a que les dirigeants de la Fédération congolaise de boxe qui nous rendent visite et nous assistent », a regretté le capitaine Landry Matete. Il a cependant exprimé sa satisfaction de faire partie des Léopards boxe pour cette compétition à Belgrade. « C'est un plaisir d'avoir été sélectionné pour défendre la nation à ce championnat du monde. Un championnat qui regorge des grandes nations habituées à cet enjeu comme les Etats-Unis, Cuba, Angleterre, etc. Nous nous préparons comme nous ne l'avons jamais fait. Et personnellement, je sens un très grand progrès en moi et ça me rend confiant et plus déterminé à ramener une médaille au pays, pourquoi pas l'or ? Chose qui n'a jamais été faite. Mais je suis sûr de surprendre le monde et faire parler de moi », a-t-il déclaré.

M.E.

Congo de sa catégorie et capitaine des Léopards boxe.

L'équipe se compose donc de

ENERGIES RENOUVELABLES

Le Congo et ENI liés par un protocole d'entente

Le gouvernement congolais et la société Eni ont signé, le 4 octobre à Brazzaville, un protocole d'entente relatif à la coopération sur des projets agricoles.

Dans le but d'accroître l'efficacité énergétique et la durabilité de son modèle de business, Eni Spa souhaite élargir et diversifier davantage les sources d'approvisionnement de ses bioraffineries. La société dispose, en effet, de données, informations, de l'expertise et de droits de propriété intellectuelle exclusifs pour procéder à l'étude, au lancement et au développement de projets agricoles et industriels dans le domaine des matières premières végétales pour la production de biocarburants. Ainsi, dans le cadre de son processus de transition énergétique et de ses engagements en termes de promotion du développement durable et de responsabilité sociétale, Eni Congo, filiale congolaise de Eni Spa, envisage d'évaluer et de développer des projets visant la décarbonisation graduelle de ses opérations. Le but étant, entre autres, de contribuer aux priorités nationales congolaises en termes de développement socio-économique et en général, aux Objectifs de développement durable. Une vision protectrice de l'environnement que le Congo entend

soutenir, dans le strict respect de son Plan national de développement agricole (PNDA 2018-2022), visant la consolidation et la pérennisation de la croissance de l'économie nationale. Il s'agit aussi de favoriser les projets d'appui à l'agriculture paysanne et l'inclusion des petits exploitants dans les filières agricoles, étant donné que l'agriculture reste l'un des moteurs principaux non seulement pour accélérer la croissance et la diversification économique mais aussi pour réduire la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire de la population.

A travers ce protocole d'entente, le Congo envisage intégrer, par le biais d'un partenariat public-privé, les filières internationales des biocarburants d'Eni, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et de stimuler la création de nouvelles opportunités d'emploi. Dans ce cadre, les deux parties souhaitent évaluer le potentiel de culture de la plante de ricin pour extraire l'huile de ses graines et l'utiliser comme matière première pour les bioraffineries. Cette culture sera faite



Les participants à la signature du protocole d'entente DR

dans des terres agricoles dégradées et/ou abandonnées, dans le but de ne pas compromettre la sécurité alimentaire du pays. Telles sont les grandes lignes de ce document signé en présence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, par les ministres des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua ; de l'Agriculture, de l'Élevage et de

la Pêche, Paul Valentin Ngobo; de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public privé, Denis Christel Sassou Nguesso, et le PDG d'Eni SpA, Claudio Descalzi.

Environ quatre-vingt-dix mille emplois directs à générer

Pour le ministre des Hydrocarbures, Bruno Jean Richard Itoua, cet accord concerne d'excellents projets s'inscrivant dans trois urgences. Il s'agit notamment de l'agriculture, considérée comme une priorité dans le programme gouvernemental pour la diversification de l'économie nationale ; l'appui des efforts du gouvernement par investissements directs étrangers ; la transformation et la conversion de l'industrie pétrolière

pour éviter la compétition avec les impératifs du changement climatique.

Selon lui, après la signature du protocole d'entente, la saison des pluies va être mise à profit pour démarrer le projet. « Les zones et les acteurs ont été déjà identifiés, assez rapidement le projet va démarrer dans sa première phase consistant à mieux évaluer les zones les plus rentables et les plus propices. Ce qui est important, c'est que cela va être un énorme investissement, il va produire beaucoup de richesses, beaucoup d'emplois, on parle de quatre-vingt-dix mille emplois directs et peut-être plus d'emplois indirects », a déclaré Bruno Jean Richard Itoua.

Parfait Wilfried Douniama

« Les zones et les acteurs ont été déjà identifiés, assez rapidement le projet va démarrer dans sa première phase consistant à mieux évaluer les zones les plus rentables et les plus propices. Ce qui est important, c'est que cela va être un énorme investissement, il va produire beaucoup de richesses, beaucoup d'emplois, on parle de quatre-vingt-dix mille emplois directs et peut-être plus d'emplois indirects »

DOLISIE

L'agriculture urbaine prend de l'ampleur dans les espaces public et privé

Au chef-lieu du département du Niari, la culture des produits alimentaires se développe dans les espaces vides des administrations publiques et chez les particuliers dans les parcelles habitées. Des initiatives qui réduisent les pénuries de certaines denrées alimentaires sur le marché.

Sur la principale route d'entrée à Dolisie, en partant du rond-point dit des quatre points cardinaux, les parcelles habitées sont jonchées de sillons des produits alimentaires. Diverses variétés de légumes et ciboule pour la plupart. La même réalité est observable dans les cours où sont érigées les administrations publiques : Palais de justice, direction départementale de l'Enseignement préscolaire, entre autres.

Les produits cultivés dans les espaces publics et privés sont destinés à la vente car ceux qui le cultivent dans leurs propres parcelles ne le font pas pour combler leurs besoins culinaires. Il est question de vendre sur le marché et se faire de l'argent. La vente ne se fait pas uniquement à Dolisie où la plupart des clients sont des détaillants. « Les longs

sillons de ciboules, par exemple, sont vendus aux grossistes à 30 000FCFA. Or, peu de clients à

Dolisie achètent en gros, c'est pourquoi nous acheminons nos produits à Pointe-Noire », ex-

plique Yannick Ibouanga, un des cultivateurs à pied d'œuvre dans la cour de l'une des administra-

tions publiques de la capitale de l'or vert.

En réalité, la croissance rapide des villes met à rude épreuve l'approvisionnement alimentaire en milieu urbain. A Dolisie, l'engouement de la population à développer de l'agriculture urbaine voire périurbaine, profitant d'une terre fertile avec des moyens rudimentaires, est un début de réponse à ce problème. Sans nul doute, d'autres localités du pays font autant.

Les pouvoirs publics devraient capitaliser ces initiatives afin d'accroître la capacité de lutter contre les pénuries alimentaires. Ce serait un pas important dans le combat visant à réduire progressivement les importations, atteindre à long terme l'auto-suffisance alimentaire.

Rominique Makaya



Des sillons de ciboule dans la cour du Palais de justice de Dolisie



AVIS DE RECRUTEMENT N°07/ UC-REDISSE IV-RAFC POUR LE « Spécialiste en Santé Publique du Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 » (Publication du 08 Octobre 2021)

1. Contexte

L'Association Internationale de Développement en sigle « IDA » a accordé un prêt initial de dix millions quatre-cent mille Euros (10 400 000 équivalents à 11 310 000 USD) au Gouvernement de la République du Congo afin de l'accompagner dans ses efforts de relever les défis de santé publique. Ce prêt, qui couvre la période de 2020 à 2023, soit trois (03) ans est destiné à appuyer la mise en œuvre de certaines activités du plan national de riposte contre COVID-19.

Vu l'importance capitale de contenir la propagation de la COVID-19 pour la santé et la reprise économique, il faudra donner accès aux vaccins contre la COVID-19 à la population congolaise ciblée et éligible afin d'accélérer la reprise des activités économiques et sociales. C'est dans ce cadre que la banque a accordé un financement additionnel (FA) équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12 000 000 USD), soit à dix millions trois cent mille euros (10.300.000) à la République du Congo dans le cadre du projet PRUC-19. Ce FA permettra un accès au vaccin qui soit abordable et administré de manière équitable.

L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de : Prévenir, détecter et répondre à la menace posée par la COVID-19, et renforcer le système national de préparation de la santé publique.

Conformément à l'Accord de financement, le Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 comprend trois (03) composantes.

Composante 1 : Développer la détection précoce des cas, la capacité de diagnostic, la recherche des contacts, l'enregistrement et la notification des cas.

Composante 2 : Campagne de communication, engagement communautaire et changement de comportement

Composante 3 : Gestion de la mise en œuvre et suivi et évaluation

L'exécution du Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 est assurée par l'Unité de Coordination-REDISSE IV

Le présent avis est lancé en vue du recrutement d'un (1) Spécialiste en Santé Publique du dit-projet.

2. Description des Postes :

Sous la supervision du Coordonnateur de l'UC-REDISSE IV, les tâches du Spécialiste en Santé Publique consisteront entre autres à :

- Au plan de la coordination :
 - Appuyer la coordination dans la réalisation des activités du projet COVID-19 telles que prévues dans les trois composantes et sur la base des orientations reçues du Comité Technique Covid-19 ;
 - Coordonner la mise en œuvre l'ensemble des activités contenues dans le PTBA, d'une part, et, suivre l'exécution des activités sur le terrain, d'autre part ;
 - Mettre à jour, le cadre de résultats des indicateurs de performance du projet ;
 - Au plan de la santé publique :
 - Suivre et appuyer la mise en œuvre des activités du plan national de préparation et de riposte à la pandémie du coronavirus (COVID-19) ;
 - Suivre et évaluer les différentes mesures visant à prévenir la propagation et l'impact de la pandémie du coronavirus (COVID-19) ;
 - Au niveau de l'hygiène publique :
 - Suivre les actions d'information, d'éducation et de communication sur la pandémie du coronavirus (COVID-19) ;
 - Assurer la logistique et la sécurité du patrimoine acquis et des interventions d'hygiène dans le cadre de la pandémie du coronavirus (COVID-19) ;
- L'Unité de Coordination Centrale du REDISSE IV - République du Congo, invite les candidats intéressés

à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

3. Profil du Candidat :

Le candidat doit justifier les qualifications suivantes :

- Être titulaire d'un BAC+7 en sciences sociales, sciences médicales, ou un diplôme équivalent ;
- Avoir une expérience professionnelle dans un système de santé ou dans une administration de santé publique ;
- Avoir une expérience professionnelle dans la gestion des systèmes de santé publique ou communautaire en Afrique subsaharienne ;
- Expérience pertinente dans les tâches similaires, plus spécialement en matière de préparation et riposte contre les flambées épidémiques et de l'amélioration des capacités requises pour la mise en œuvre de RSI ;
- La connaissance des logiciels d'enquête et de surveillance épidémiologique serait un atout ;
- Avoir une bonne connaissance informatique des logiciels bureautiques (Word, Excel, PowerPoint, internet Explorer, et autres outils de communication) ;
- Être de bonne moralité et avoir la capacité de travailler sous pression, en équipe multidisciplinaire et dans un milieu multiculturel.
- Parfaite maîtrise du contexte socioéconomiques du Congo ;
- Familiarité avec les partenaires techniques et financiers nationaux, régionaux et internationaux ;
- Excellente capacité de travailler au sein des équipes pluridisciplinaires, et multiculturelles et être capable de voyager à l'intérieur du pays ;
- Capacité démontrée à travailler et à communiquer

efficacement (oral et écrit) en Français.

- Des compétences de « Leadership » et une flexibilité et capacité à s'adapter à des situations d'urgence et de changements fréquents ;
- La connaissance des procédures des PTF santé serait un atout ;

4. Composition du Dossier de candidature

Le dossier de candidature sera constitué comme suit :

- Une lettre de motivation adressée à Monsieur le Coordonnateur de l'UC-REDISSE IV ;
- Les copies des diplômes (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Les copies des attestations de travail (les originaux seront demandés pendant les entretiens) ;
- Un curriculum vitae détaillé ;
- Les copies des attestations des expériences du candidat dans les domaines couverts par le poste.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège de l'Unité de Coordination REDISSE IV, sis rue Fourneron n° 01 - Bacongo (les nouveaux logements de Bacongo, ex siège du PDSS II) de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville) ou contacter les numéro 06 816 50 50 et 05 530 95 07. Les dossiers de candidature doivent être rédigés en Français et portés la mention « Candidature au poste de spécialiste en santé publique du Projet de Riposte d'Urgence au COVID-19 » et déposés sous pli fermé à l'adresse ci-dessus ou par voie électronique (E-mail : passationdesmarchesredisse@gmail.com) au plus tard le 22 octobre 2021 à 12 heures.

Le Coordonnateur de l'UC-REDISSE IV,

Jean Pierre OKANDZE ELENGA./.

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO



de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité



Situé sur 84 Boulevard Denis Sassoou Nguesso
immeuble les manguiers (Mipila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

COP 26

Les Etats-Unis accompagneront le Bassin du Congo

La problématique du Bassin du Congo a été au centre de l'entretien, le 4 octobre, entre la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, et le Dr Jonathan Pershing, conseiller principal du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, également envoyé spécial pour le climat du président Joe Biden.

Parmi les trois bassins les plus importants au monde, il y a le Bassin du Congo. Sa problématique fera l'objet à la COP 26, à Glasgow, prévue du 31 octobre au 12 novembre. Pour s'imprégner du sujet, le Dr Jonathan Pershing a échangé avec la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault.

Le Bassin du Congo, deuxième poumon écologique mondial, réserve cruciale de biodiversité et premier puits de carbone grâce à ses tourbières récemment découvertes dans la Cuvette centrale, intéresse de plus en plus les Etats-Unis d'Amérique qui souhaitent accompagner le Congo dans ses politiques de préservation de ce patrimoine naturel. La



La ministre Arlette Soudan-Nonault échangeant avec le Dr Jonathan Pershing/DR

venue à Brazzaville de Jonathan Pershing permettra également l'approfondissement de la problématique du Bassin du partenariat bilatéral sur la Congo.

« Maintenant que les Etats-Unis sont revenus dans les Accords de Paris, c'est quelque chose de très important pour nous avec pour partenaire la République du Congo. Il y a trois bassins les plus importants, l'Amazone et l'Indonésie, mais le Bassin du Congo est très important. Il n'y a pas assez d'argent ici, nous devons mettre en marche des nouveaux programmes. C'est pour cela que nous sommes venus ici pour écouter les priorités de ce pays »

Le Dr Jonathan Pershing a rappelé l'importance pour les Etats-Unis d'Amérique du partenariat avec le Congo. « Maintenant que les Etats-Unis sont revenus dans les Accords de Paris, c'est quelque chose de très important pour nous avec pour partenaire la République du Congo. Il y a trois bassins les plus importants, l'Amazone et l'Indonésie, mais le Bassin du Congo est très important. Il n'y a pas assez d'argent ici, nous devons mettre en marche des nouveaux programmes. C'est pour cela que nous sommes venus ici pour écouter les priorités de ce pays », a-t-il indiqué.

Rappelons qu'en prélude à la COP26, le Congo a participé récemment à une table ronde organisée par le secrétaire d'Etat américain, John Kerry.

Bruno Okokana

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°002/PSTAT/C/21

RECRUTEMENT D'UN CABINET (FIRME) POUR L'AUDIT ADMINISTRATIF FINANCIER ET COMPTABLE DU PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES (PSTAT) EXERCICES 2021-2022 ET 2023

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour la poursuite de la mise en œuvre des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un cabinet pour l'audit administratif financier et comptable du projet PSTAT, exercices 2021, 2022 et 2023 ».
2. L'objectif de l'audit est de contribuer au renforcement de la gouvernance du PSTAT en permettant l'expression d'une opinion professionnelle sur la situation financière du projet à la fin de chaque exercice et de s'assurer que les ressources mises à la disposition du projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte des objectifs de développement du projet.
3. L'Unité de Coordination du PSTAT invite les firmes admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets (firmes) intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution desdits services.
4. Un cabinet sera sélectionné selon la méthode fondée sur la qualité et le coût (SFQC) en accord avec le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018).
5. Les cabinets intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission à l'adresse ci-dessous ou par courriel : pstatcongo@gmail.com, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.
6. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou par courriel au plus tard le 20 octobre 2021 (à minuit heure locale) et porter clairement la mention « Avis à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet d'audit externe du projet PSTAT, exercices 2021, 2022 et 2023 ».
7. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
 UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE
 L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC
 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO
 Tél : +242 22 613 31 08
 E-Mail : pstatcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville le 05 octobre 2021

Patrick Valery ALAKOUA

Coordonnateur du PSTAT

AFRIQUE CENTRALE

Les experts planchent sur la transition numérique

La Commission d'experts de la région Afrique centrale et des Grands Lacs de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) ainsi que les délégués de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG) se sont réunis, le 5 octobre à Brazzaville, afin d'examiner les possibilités de soutenir et d'accompagner plusieurs projets dont le Plan stratégique pour la transition numérique et le e-learning au sein des universités.

Dans le cadre de la perspective internationale, les participants à la rencontre vont examiner les initiatives ainsi que les projets liés au numérique, à la pédagogie, à l'employabilité, au e-learning, au programme de mobilité pour les doctorants et à la formation des formateurs provenant de la base.

« Nous sommes très reconnaissants vis-à-vis de la direction régionale et de nombreuses initiatives de recherche soutenues par l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Une série de réformes est mise en place par ce grand réseau », a indiqué le Pr Attibayeba, vice-président de l'UMNG. Bien avant, le directeur de l'AUF avait été reçu à Paris par Anatole Collinet Makosso, Premier ministre du Congo. Les deux personnalités avaient rappelé les projets de l'AUF à réaliser au Congo, notamment le numérique, la pédagogie, l'employabilité et le e-learning ainsi que sur la formation des formateurs qui est réservée à l'enseignement primaire et secondaire.



En effet, l'AUF va accompagner l'UMNG pour l'élaboration d'un plan stratégique de mise en œuvre du projet de transition numérique. « En 2022, ce projet va continuer sous la forme d'un appel à projet pour travailler avec les universités de la sous-région. Je pense que l'UMNG pourra postuler pour cet appel à projet qui est plus proche de leur besoin, la transition numérique et e-learning », a

déclaré Aissatou Sy-Wonyu, directrice régionale Afrique centrale et des Grands Lacs de l'AUF.

Le Congo élevé au Conseil d'administration de l'AUF

Sur les initiatives approche-pays, la directrice régionale a notifié que le Congo est membre du Conseil d'administration de l'AUF, représenté par Roger Armand Makany, directeur général de l'ESGAE qui a été

Le présidium des travaux de la commission/Adiac élu, le 24 septembre dernier, lors de l'assemblée générale de l'AUF tenue à Bucarest, en Roumanie.

« Depuis soixante ans, nous écoutons les établissements membres et les accompagnons. Nous voulons aussi créer un bureau pays de l'AUF-Congo pour montrer que nous sommes un interlocuteur stable pour les autorités éducatives », a ajouté Aissatou Sy-Wonyu. L'élévation du Congo au Conseil

d'administration de l'AUF lui permettra de bien faire entendre ses spécificités pédagogiques et les préoccupations de l'enseignement supérieur.

« L'ensemble des recommandations formulées viendrait soutenir le plan stratégique 2021-2025 de l'assemblée générale de l'AUF. Elles portent sur les enjeux majeurs : les sciences humaines et sociales de gestion, la santé et le numérique, la gouvernance universitaire, l'innovation pédagogique, la recherche et autres. Mais les projets soumis aux appels à candidature sont très peu », a indiqué Jacques Etame, président de la Commission d'experts de la région Afrique centrale et des Grands Lacs de l'AUF.

Signalons que l'assemblée générale de l'AUF réunit, tous les quatre ans, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche membres de cette institution. Cette assemblée détermine l'orientation et la ligne de conduite générale de l'AUF.

Fortuné Ibara

VIENT DE PARAÎTRE

« Le patrimoine linguistique du Bassin du Congo » de Hopiel Ebiatsa

Paru le 28 septembre dernier dans la rubrique des Sciences humaines de Edilivre, le livre permet de visiter la contrée du Bassin du Congo en mettant en avant le Ki Téké avec ses mots du quotidien.

L'auteur congolais situe son roman à travers le Bassin du Congo, au cœur de l'Afrique, zone de l'écosystème connue pour être le second poumon de la planète après celui de l'Amazonie.

Son récit démontre que la langue Ki Téké, I kéké ou encore I kyo est aujourd'hui parlée et pratiquée par les locuteurs au Gabon, au Congo-Brazzaville et au Congo-Kinshasa.

Il affirme également que plus qu'un simple objet de communication, c'est un témoin de civilisation. Car, explique-t-il, elle est à n'en pas douter plus belle que toutes celles venues d'ailleurs qui ont été imposées parce que contenant toute l'histoire, tout le bonheur et tous les malheurs de ceux qui ont vécu dans cette aire culturelle bien avant.

De ce fait, il place son roman Ki Téké : mots du quotidien, comme étant un document pour ceux qui de plus en plus nombreux s'intéressent à la connaissance du vieux monde téké. Les uns y trouveront la matière pour renforcer leurs connaissances et les autres pour s'initier, assure-t-il.

Hopiel Ebiatsa, né à Ingoua Ossa en pays téké de Djambala, au Congo-Brazzaville, est historien et écrivain.

Marie Alfred Ngoma

COMMÉMORATION

Le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, 15 ans déjà !

L'imposant bâtiment érigé en plein cœur de Brazzaville (à l'ex-N'Cuna), là même où fut planté le drapeau français à l'issue du Traité d'amitié entre De Brazza et Makoko, le 10 septembre 1880, vient de totaliser quinze ans depuis sa sortie de terre.

C'est le 3 octobre 2016 que le bâtiment abritant les restes mortels de Pierre Savorgnan de Brazza et sa famille, conformément à sa dernière volonté, a été inauguré par les présidents de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, de la République du Gabon de l'époque, El Hadj Omar Bongo Ondimba, et de la République centrafricaine, François Bozizé. Depuis lors, ce mémorial qui rend hommage au fondateur de la ville capitale fait toujours peau neuve, et est devenu un lieu culturel incontournable.

Que de chemins parcourus depuis le 3 octobre 2006! Que de débats didactiques menés depuis quinze ans pour expliquer et encore expliquer la place et le sens de ce lieu !, a fait savoir la directrice générale de cet espace, Béline Ayessa, avant de gratifier solennellement le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui initia et réalisa ce projet mémoriel pour l'histoire du Congo. « Aujourd'hui, le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est devenu plus qu'un lieu d'attraction, il se présente au public comme un lieu de ressourcement culturel », a expliqué Béline Ayessa.

Pour Eugénie Opou Mouayini, le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est un espace pour se retrouver et surtout pour revisiter l'histoire. Tout comme Béline



La façade du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza/DR

de Ayessa, elle a remercié aussi le chef de l'État qui a fait de ce lieu une réalité et donné l'occasion aux Congolais d'en faire bon usage.

Outre l'imposant bâtiment inauguré le 3 octobre 2006, le Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza s'est doté, depuis le 24 février 2021, d'un deuxième module, inauguré par le Premier

ministre, Clément Mouamba. Ce bâtiment R+1 comprend, au sous-sol, les locaux techniques (électrique, incendie). Au rez-de-chaussée, un auditorium de 565 places assises, une bibliothèque de dix-huit places équipées, une salle (ou hall) d'exposition, une boutique, une cuisine équipée plus un dépôt. A l'étage se trouvent une bibliothèque de

vingt-quatre places équipées, quatre bureaux équipés, une salle de réunion. Avec ce deuxième module, ce mémorial devient un complexe culturel. « Le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est, aujourd'hui, le vivier d'une série d'activités qui portent haut la vocation et l'ambition réaffirmées par ceux qui l'ont conçu », a déclaré sa directrice générale, Béline Ayessa.

Rappelons que le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza fut érigé vingt-six ans plus tard après le centenaire de la fondation de Brazzaville, le 3 octobre 1880.

Bruno Okokana

« Le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza est, aujourd'hui, le vivier d'une série d'activités qui portent haut la vocation et l'ambition réaffirmées par ceux qui l'ont conçu »